

# BUEN VIVIR

*Eduardo Gudynas*



L'expression « *buen vivir* » (bien vivre) vient d'Amérique du Sud. Elle désigne une critique des idées conventionnelles sur le développement et des propositions concrètes à y substituer. Elle réunit un ensemble de questions et de propositions, depuis les plus superficielles jusqu'aux plus profondes, relatives aux fondements conceptuels et pratiques du développement.

On trouve les éléments précurseurs directs du *buen vivir* dans diverses conceptions de groupes indigènes des Andes. Les premières occurrences du terme dans un sens proche de celui qu'on lui donne aujourd'hui remontent aux années 1990, en particulier au Pérou ; au cours des années suivantes, elles ont pris une importance de plus en plus grande en Bolivie et en Équateur.

On peut distinguer trois usages de l'expression *buen vivir* :

- ~ un usage générique. Elle est employée dans la critique générique des différentes formes de développement conventionnel, notamment dans la mise en question des pratiques des grandes sociétés privées (par exemple, pour dénoncer les entreprises polluantes), ou comme mot d'ordre pour caractériser les projets de société de gouvernements progressistes d'Amérique du Sud (en qualifiant, par exemple, de *buen vivir* l'aménagement de zones piétonnes dans la ville de Quito ou les politiques d'aides sociales tels que les programmes de transferts conditionnels en espèces pour les pauvres au Venezuela) ;
- ~ un usage restreint, qui renvoie à des critiques plus complexes du capitalisme contemporain et à la nécessité de mettre en œuvre un autre type de développement, post-capitaliste. La plupart de ces critiques sont liées à la tradition socialiste. La remise en question est plus profonde et implique un débat sur les différents types désirables de développement. Bien que cet usage ne remette pas forcément en question l'objectif de la croissance économique ou le rapport utilitariste à la nature, il contient bien, cependant, certaines conceptions de la propriété des ressources et du rôle que doit jouer l'État dans l'allocation de ces ressources. Les expressions les plus connues en sont le « bio-socialisme républicain » en Équateur, ou le « développement intégral » en Bolivie ;
- ~ un usage substantif qui porte une critique radicale de toutes les formes de développement dans leurs bases conceptuelles, et la défense consécutive d'autres formes d'organisation à la fois post-capitalistes et post-socialistes. Celles-ci s'inspirent des savoirs et sensibilités indigènes, ainsi que de courants de la pensée critique occidentale. L'utilisation de *buen vivir* comme substantif désigne un ensemble pluriel et interculturel d'idées encore en cours d'élaboration. Cet usage, le plus ancien des trois, est aussi le plus proche de la formulation originelle du *buen vivir*.

C'est aussi dans cet usage substantif que le *buen vivir* se rapproche le plus du concept de décroissance, les deux autres acceptions exprimant plutôt des positions de type « développements alternatifs » : des réorganisations conséquentes, mais qui ne remettent pas en question des notions fondamentales telles que le besoin d'industrialisation, le mythe du progrès ou la séparation entre société et nature. En comparaison, le *buen vivir*, dans son acception substantive, constitue une « alternative au développement », au sens où l'entend Arturo Escobar<sup>1</sup>.

Si cette acception du *buen vivir* est un champ pluriel en construction, elle n'en comprend pas moins des éléments clés cohérents. Le *buen vivir* critique d'une façon radicale différents types de développement conventionnel dans leurs fondations tant conceptuelles que pratiques, leurs institutions et leurs discours de légitimation. En particulier, le *buen vivir* rejette l'idée d'une linéarité historique qui prédéterminerait toutes les nations à en passer par des « phases de développement » (en suivant l'exemple des nations industrialisées), préférant mettre l'accent sur la multiplicité des processus historiques. Il n'accepte pas le concept de progrès et ses dérivés (particulièrement la croissance), pas plus que l'idée que le bien-être dépendrait uniquement de la consommation matérielle.

Le *buen vivir* défend la diversité des savoirs. À la domination des idées occidentales, il substitue la promotion de l'« interculturalité », aux termes de laquelle les idées occidentales ne sont pas rejetées mais vues comme une option parmi d'autres. Il ne reconnaît pas l'idée de la dualité entre société et nature et lui préfère la notion de « communautés élargies » (*expanded communities*), qui peuvent également inclure divers êtres vivants ou éléments de l'environnement pris dans leurs contextes territoriaux. Le *buen vivir* n'est possible qu'au sein de communautés d'ontologies élargies ou relatives. Cela implique de reconnaître des valeurs intrinsèques dans la nature, brisant ainsi avec la position anthropocentrique occidentale dominante, selon laquelle les humains sont les seuls sujets de valeur. Plus encore, le *buen vivir* rejette l'instrumentalisation de la nature par l'humanité.

Ces aspects font, avec d'autres, du *buen vivir* une perspective non essentialiste, relative à chaque contexte historique, social et environnemental particulier. Une telle caractéristique explique également la pluralité qui sous-tend ce terme.

Cette pluralité peut être appréciée dans ses différentes variantes. L'une des formes les plus connues du *buen vivir* est la catégorie *suma qamaña*, exprimant la sensibilité de certaines communautés aymaras en Bolivie. C'est une idée de bien-être ou de vie accomplie, qui ne peut être réalisée qu'à travers l'approfondissement des relations au sein de la communauté. Le terme de « communauté » doit lui-même être compris dans un sens élargi, qui intègre les autres êtres vivants et éléments de l'environnement situés à l'intérieur d'un cadre territorial (*ayllu*). Le sentiment d'accomplissement ne peut être éprouvé que dans le cadre de ces formes de rationalités et de sensibilités amplifiées.

L'idée de *sumak kawsay*, venue de l'Équateur, est également bien connue. Ce concept, proche du précédent, recouvre un système d'aides sociales non seulement matérielles, mais s'exprimant aussi au sein des communautés élargies, sociales et écologiques. Contrairement au *suma qamaña*, le *sumak kawsay* ne contient pas de concept comparable à l'*ayllu* bolivien.

Plusieurs peuples indigènes sont dotés de concepts analogues ; ainsi du *ñande reko* du peuple guaraní, du *shiir waras* des Ashuars en Équateur ou du *küme mongen* des Mapuches, dans le Sud du Chili.

Le *buen vivir* se fonde également sur des courants de la pensée critique propres à la tradition occidentale. Les deux sources les plus importantes sont l'écologisme, qui défend les droits de la nature, et le nouveau féminisme, qui remet en question le rôle central du patriarcat et revendique une éthique du *care*.

Le *buen vivir* est donc la convergence de savoirs d'origines différentes et ne peut être réduit à une idée « indigène ». La notion de « savoir »

indigène, au singulier, n'existe pas autrement que comme catégorie de représentation colonialiste. Le *buen vivir* incorpore des concepts et des sensibilités de plusieurs groupes indigènes, chacun ayant sa propre tradition culturelle : la forme de *buen vivir* représentée par le *suma qamaña* des communautés aymaras n'est pas la même que celle du *sumak kawsay* des Kichwas en Équateur. Il s'agit de positions propres à chaque contexte social et environnemental, et qui, en outre, ont été affectées ou hybridées de différentes façons par des pensées contemporaines ou modernes, se sont mélangées, parfois, avec celles-ci, tout en n'entretenant pas de lien de parenté avec des notions comme celle de la « vie bonne » aristotélicienne (*eudaimonía*) ou de ses avatars occidentaux.

Le *buen vivir* n'est pas un retour au passé. Au contraire, il se confronte aux situations présentes le regard tourné vers l'avenir. Et ce dans un contexte interculturel qui génère parfois même des défis réciproques (par exemple, pour la pensée critique occidentale, le défi de comprendre l'idée de communautés élargies intégrant des aspects non humains, et, dans le cas de certaines visions indigènes, celui de se confronter à la question du machisme). Le passage d'une justice environnementale fondée sur les droits humains de la troisième génération (emportant des enjeux tels que la qualité de vie ou la santé des générations futures) à une justice écologique, expressément basée sur les droits de la nature (ceux-ci étant indépendants de toute appréciation humaine) constitue un bon exemple de ce type de défi.

Le *buen vivir* doit être compris comme une plate-forme ou un terrain partagés, où les différentes positions convergent vers une critique du développement en particulier et de la modernité en général. Il exprime des contre-propositions qui comportent aussi des significations complémentaires.

Le *buen vivir* ne se présente pas comme une unité, une discipline universitaire, ou un programme d'action. C'est un ensemble d'idées et de sensibilités déployé sur un autre niveau, qu'on pourrait classer dans

le domaine de la « philosophie politique », pour utiliser un référent occidental, comme c'est le cas pour des notions comme la participation ou l'égalité.

Le *buen vivir*, dans son sens radical originel, a influencé l'élaboration des nouvelles constitutions de la Bolivie et, surtout, de l'Équateur. Dans ces deux pays, cependant, certaines décisions politiques et certaines lois ou résolutions nouvelles ont limité la dimension de critique radicale du développement inhérente au *buen vivir*. On y a substitué l'idée d'une forme de développement acceptable (c'est le cas du « développement intégral » en Bolivie) ou, dans un sens restreint, une forme *sui generis* de socialisme en Équateur<sup>2</sup>.

C'est parce que le *buen vivir*, au sens substantif, récuse les fondements conceptuels des diverses formes contemporaines de développement que le lien avec la décroissance peut se faire. C'est tout particulièrement vrai de la critique que fait le *buen vivir* de la croissance ou du consumérisme. Le *buen vivir* déplace le débat sur la croissance vers la question de l'épanouissement social et écologique. Ainsi, dans le contexte latino-américain, certains secteurs doivent perdre de l'importance et le consumérisme doit être rejeté, mais il se peut que les améliorations apportées à d'autres secteurs, tels que l'éducation ou la santé, se traduisent par de la croissance économique. De ce point de vue, la décroissance est l'une des conséquences possibles dans certaines situations, sans être un objectif en soi. Contrairement à la décroissance, le *buen vivir* se place dans une perspective interculturelle. Cela lui permet de poursuivre des objectifs plus ambitieux en termes de transformation des représentations contemporaines de l'espèce humaine, de la société et de la nature.

(traduction : Samuel Bréan)

## NOTES

1. Voir Arturo Escobar, « Imagining a Post-Development Era ? Critical Thought, Development and Social Movements », *SocialText*, n° 31/32, 1992, p. 20-56.
2. Eduardo Gudynas, « Development Alternatives in Bolivia. The Impulse, the Resistance, and the Restoration », *NACLA Report on the Americas*, vol. 46, n° 1, printemps 2013, p. 22-26.


 ARTICLES LIÉS
 

Anti-utilitarisme  
 Capitalisme  
 Care  
 Croissance  
 Développement (critiques du)  
 Écologisme (courants de l')  
 Imaginaire (décolonisation de l')  
 Justice environnementale  
 Ubuntu